

Agence CSPS HDF

360 avenue Marc Lefrancq

59300 VALENCIENNES

Tel 03 75 24 02 12

sps.nord@alpes-contrôles.fr

Référence : A32S242E PGC - PGC 1**Date d'édition** : 29/04/2025**Rapport comportant** : 25 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION
AULNOY - CAMBRAI (59) MH1-RAMBOUILLET - REFECTION DES ETANCHEITES DE TOITURES AULNOY - CAMBRAI (59) 59400 CAMBRAI
Maître d'ouvrage
CENTRE REGIONAL OEUVRES UNIV SCOLAIRES 74 RUE DE CAMBRAI 59000 LILLE

Le coordonnateur SPS
Laetitia CHAGNAUD



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	29/04/2025	CHAGNAUD Laetitia	PHASE DCE	

Diffusion :

Diffusion	CENTRE REGIONAL OEUVRES UNIV SCOLAIRES	Maitre d'ouvrage	lyderic.mascre@crous-lille.fr
	Bureau d'Etudes BâtiTECH	Maitrise d'oeuvre	contact@be-batitech.fr
	ALPES CONTROLES		
	Madame GOMANNE	CSPS Bureau de controle	cgomanne@alpes-controles.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	CHAPITRE 4	20 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 14/05/2024.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	AULNOY - CAMBRAI (59) MH1-RAMBOUILLET - REFECTION DES ETANCHEITES DE TOITURES
Adresse :	AULNOY - CAMBRAI (59) 59400 - CAMBRAI
Type d'ouvrage :	réfection de l'ensemble des toitures du Restaurant Universitaire
Type de toiture :	Toiture en pente
Nombre d'infrastructures :	1

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Pieces administratives	Date
CCTP DU LOT COUVERTURE	28/04/2025

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie 2.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie 2, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 4 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 8 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	CENTRE REGIONAL OEUVRES UNIV SCOLAIRES	74 RUE DE CAMBRAI 59000 LILLE Tel : 03-20-88-66-00 lyderic.mascre@crous-lille.fr
	Monsieur MASCRE Lyderic	Tel : 06 48 65 73 96
Maitrise d'oeuvre	Bureau d'Etudes BâtiTECH	contact@be-batitech.fr
CSPS	ALPES CONTROLES	cgomanne@alpes-controles.fr
	Monsieur MESSEANT	jmesseant@alpes-controles.fr
	Madame GOMANNE	cgomanne@alpes-controles.fr
	Madame BOCQUILLON	dbocquillon@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
INSPECTION DU TRAVAIL	DDETS du Nord	rue Marc Lefranc 59300 VALENCIENNE ddets-uc7@nord.gouv.fr
CARSAT	CARSAT	Villeneuve 04180 11 allée Vauban 59662 Villeneuve-d'Ascq Cedex
OPPBTP	OPPBTP	62 Av. Jean Lebas 59100 ROUBAIX cn@oppbtp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - Couverture et étanchéité		

4. CHAPITRE 4

4.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIF (R4532-44 1°)	2
4.1.1	Contraintes d'environnement	2
4.1.2	Présence d'amiante	2
4.1.3	Présence de plomb	2
4.2	MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER.....	3
4.2.1	ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	3
4.2.2	ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.	4
4.2.3	ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).	5
4.2.4	ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.	5
4.2.5	ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.....	6
4.2.6	ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.	6
4.2.7	ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.....	6
4.2.8	ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.	9
4.2.9	ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.....	12
4.2.10	ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.	12
4.2.11	ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..	16
	Consignes	16
	Déclaration d'accident.....	16
4.2.12	Mesures d'évacuation	16
4.2.13	Services d'urgence	17
4.2.14	ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.....	18
4.3	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	19
4.4	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	20
	DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE	20

4.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIF (R4532-44 1°)

4.1.1 Contraintes d'environnement

Type de site : Urbain,
Bâtiments environnants : A proximité d'une université
Voies de circulation : Rue de Rambouillet à Cambrai
Activités spécifiques à proximité : Site en activité / restaurant universitaire

Réseaux existants connus par le Coordonnateur SPS au moment de la rédaction du présent document :

- Retour des DT : sur la parcelle, en périphérie, etc. Attention aux caténaires, antennes en toiture etc.
- Plan de recollement des réseaux existants.
- Reconnaissance des réseaux
- A indiquer sur plan le cas échéant.

4.1.2 Présence d'amiante

4.1.2.1 Diagnostic obligatoire avant travaux

Des Rapports de Repérage Amiante Avant Travaux ont été réalisés par la société APAVE Infrastructures et Construction France :

- RAAT n°98707 A du 14/03/2025.

Les rapports amiante qui nous ont été transmis indiquent la présence d'amiante qui sera à prendre en compte lors des travaux.

Les localisations sont les suivantes :

- Couvertures ardoises en fibrociment (Intégralité des zones ardoises)

A transmettre le diagnostic amiante avant intervention au CSPS

4.1.3 Présence de plomb

4.1.3.1 Diagnostic obligatoire avant travaux

A transmettre le diagnostic plomb avant intervention au CSPS

4.2 MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER

4.2.1 ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Présence de personne non autorisée sur le chantier.	<p>Les personnes autorisées à accéder au chantier sont des entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - agréés par le MOA + - IC réalisée avec le CSPS - PPSPS transmis et les ouvriers doivent avoir pris connaissance du PPSPS avant intervention - Signature du plan de prévention avant intervention des ouvriers (en annexe du PGCS) <p>Le personnel devra être identifiable sur le site avec un badge.</p>	Lot principal	Toutes les entreprises
Accès chantier	<p>Les accès au chantier seront balisés.</p> <p>Les entreprises devront impérativement respecter les accès de chantier véhicules.</p> <p>La sortie se fera dans le sens de la circulation, les manœuvres devront être accompagnées par un homme trafic désigné par l'entreprise titulaire du lot principal</p>	Lot principal	Toutes les entreprises
Accès chantier	<p>Un plan de circulation sera défini pendant la phase de préparation, celui-ci sera diffusé à toutes les entreprises intervenant sur le chantier pour informations et prise en compte : les entreprises devront exprimer leurs besoins ou toutes sujétions d'amélioration pour faciliter et sécuriser leurs futures interventions</p>	Lot principal MOA	Toutes les entreprises
Clôture en site occupé	<p>Mise en place de clôtures pour fermer le chantier et les entretenir jusqu'à la fin du chantier. Les clôtures seront complétées et adaptées à l'avancement du chantier pour que le chantier soit toujours parfaitement clos et indépendant.</p> <p>Sur les clôtures de chantier, des panneaux doivent être mis en place indiquant à minima : « Chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire »</p> <p>Les clôtures seront lestées / contreventées en fonction de l'environnement et du risque de renversement. Les critères de stabilisation seront liés au vent, à la nature du terrain et à l'exploitation à l'initiative de l'entreprise. Les panneaux de signalisation chantier auront les mêmes critères que les clôtures en termes d'arrimage et de lestage.</p> <p>Mettre en place et entretenir les signalisations et protections nécessaires au droit des accès aménagés ainsi que dans les zones présentant des risques de chute.</p>	Lot principal /MOA	Toutes les entreprises
Présence de personne non autorisée sur le chantier.	Port du badge	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

4.2.2 ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE quand – où	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Renversement du personnel.	Mise en place et entretien de voies de chantier avec séparations flux engin/piéton (jusqu'à la fin des travaux). A matérialiser sur plan avant travaux : - Entre point d'entrée de chantier, base vie, zones de travaux et zones de stockage	Lot principal /MOA	Toutes les entreprises.
Chute de plain-pied.	Nettoyage sur injonction du CSPS, MO ou MOE,	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Renversement du personnel.	Lorsqu'un conducteur de camion exécute une manœuvre, mettre en place un ou plusieurs travailleurs afin de diriger le conducteur et avertir, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Renversement par engin	Délimiter les zones de circulation / d'évolution des engins sur site et sur plan à transmettre au CSPS avant intervention : - Sens de circulation - Aire de retournement - zone d'évolution des engins en co activité	Lot principal /MOA	Toutes les entreprises.

4.2.3 ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Fatigue / T.M.S.	Mise en œuvre d'un moyen d'aide à la manutention pour acheminer les matériaux / matériels jusqu'aux moyens de levage / accès du bâtiment.	Lot principal.	Toutes les entreprises.
Manutention.	Renseigner le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier, ou DHOL (cf. annexe 6 du présent document) et l'annexer au PPSPS.	Lot principal.	Toutes les entreprises.
Manutention	Prévoir un monte matériaux sur l'échafaudage	Lot principal.	Toutes les entreprises.
Stabilité des engins de levages mobiles.	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de levage. Situation / Dimension	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.
Interférence grue fixe avec grue mobile.	Formalisation des consignes de sécurité (zone de levage, etc.) auprès de tous les grutiers concernés, avec mis à disposition d'un dispositif de communication commun avant intervention d'une grue mobile.	Tout lot faisant intervenir une grue mobile.	Toutes les entreprises.
Stabilité des grues mobiles.	Mise en œuvre d'une liaison radio entre le chef de manœuvre et le grutier. Transmettre au CSPS et au MOE le registre de contrôle des vérifications périodiques et le document d'examen d'adéquation de la grue mobile avant intervention. Surcharge admissible des planchers : balisage des zones circulables par la grue à mettre en œuvre avant intervention. Définir et respecter le mode opératoire et les consignes au voisinage des lignes électriques aériennes .	Tout lot faisant intervenir une grue mobile.	Toutes les entreprises.
Interférence grues mobiles.	Formalisation des consignes de sécurité (zone de levage, etc.) auprès de tous les grutiers concernés, avec mis à disposition d'un dispositif de communication commun avant intervention.	Tout lot faisant intervenir une grue mobile.	Toutes les entreprises.
Fatigue / T.M.S.	Goulottes d'évacuation	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Fatigue / T.M.S.	Transpalette	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Manutention.	Renseigner le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier, ou DHOL (cf. annexe 6 du présent document) et l'annexer au PPSPS.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.

4.2.4 ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Chute de hauteur.	Stockage des matériaux sur zone définie sur le PIC. En cas d'utilisation de locaux dans le bâtiment à construire, identification sur porte.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Chute d'éléments depuis la toiture.	Lester les stockages en toiture, et les limiter aux éléments à poser dans la journée.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises.
Sanitaire Explosion Incendie	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée pour les matériaux dangereux. Vérifier la compatibilité des matériaux stockés. Concertation en phase de préparation et identification lors de l'inspection commune.	Entreprise utilisant des produits dangereux.	Toutes les entreprises.

4.2.5 ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
T.M.S Sanitaire Chute de plain-pied.	Mise à disposition de tous les corps d'état jusqu'à la fin du chantier de chariots (grutables / compatibles avec engin de levage chantier) dans les différents niveaux pour acheminement des déchets jusqu'aux zones d'évacuation. Condition de stockage avant enlèvement : vérifier la surcharge admissible des planchers.	Lot gros œuvre. Selon taille du chantier voir affectation de la prestation.	Toutes les entreprises.
Sanitaire Chute de plain-pied.	Mise en place de bennes à déchets jusqu'à la fin du chantier, sur plateforme aménagée.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Plomb	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement des déchets hebdomadaire.	Lot démolition.	Toutes les entreprises.
Amiante	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.	Lot désamiantage.	Toutes les entreprises.

4.2.6 ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Sanitaire.	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement des déchets hebdomadaire.	Entreprise utilisant des produits dangereux.	Toutes les entreprises.

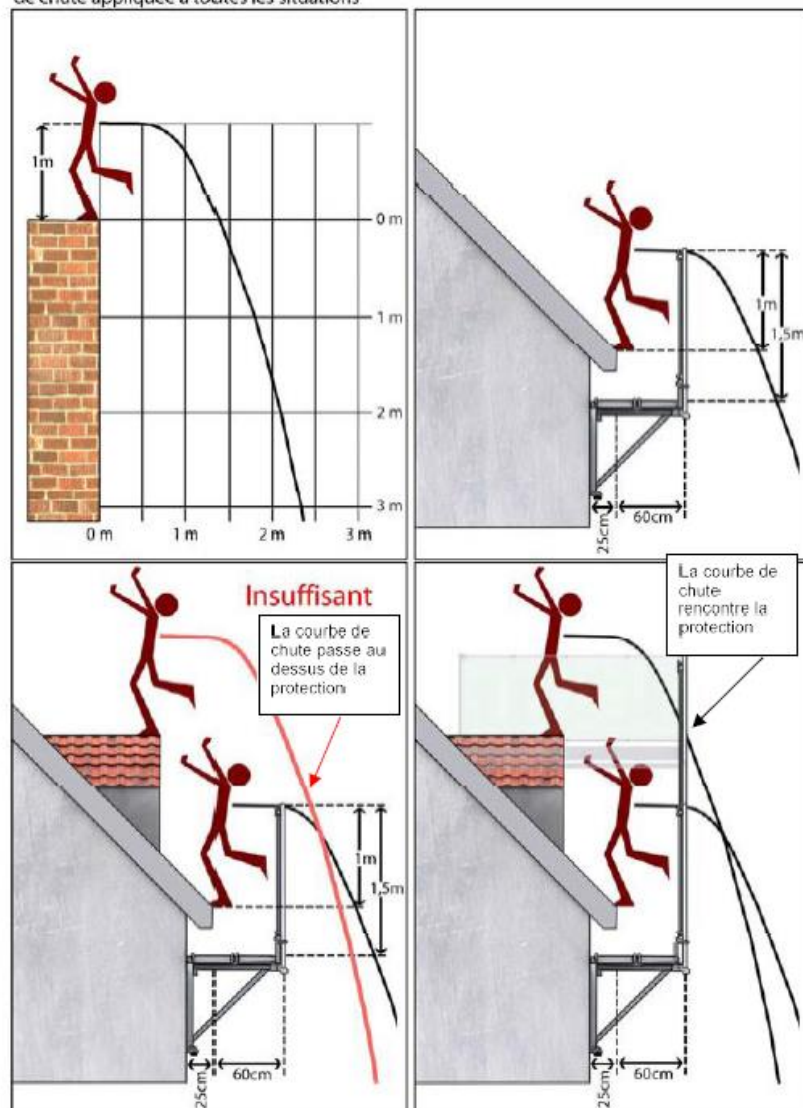
4.2.7 ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Chute de personnel pendant et après le désamiantage	Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement du désamiantage.	Lot désamiantage	Toutes les entreprises.
Electrocution	Prévoir des coffrets de chantier L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification et tous les 12 mois minimum. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier. Cheminement des câbles en colonne montante et non dans les cages d'escaliers.	Lot électricité.	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur.	Protection de tous risques de chute par le lot titulaire	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur.	Rappel des préconisations concernant la prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail : 1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.

	a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; b) Une main courante ; c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; 2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.		
Chute de hauteur.	<p>Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :</p> <p>Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (Garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitive de l'ascenseur par exemple) Après suppression du risque en cours de chantier Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective sans suppression préalable du risque de chute :</p> <ul style="list-style-type: none"> - méthodologie à présenter par l'entreprise au MOE et au CSPS. ou - balisage d'interdiction à la zone pour les autres corps d'état et port d'EPI pour l'intervention et dépose / repose de la protection collective. <p>En cas de mise en place incomplète du dispositif de protection collective définitive, prévoir la pose d'ouvrage provisoire supprimant le risque de chute – exemple des garde-corps vitrés : mise en place de remplissage bois avant mise en place des vitrages définitifs.</p>	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur depuis la verrière / skydome existants.	Protection de tous risques de chute par mise en place de garde-corps provisoires au droit de tous les ouvrages ou installation de filets de sous face.	Lot couverture	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur depuis la couverture ou bacs collaborants	Protection de tous risques de chute (rives /pignons / chevêtres) par mise en place de garde-corps provisoires. Installation de filets de sous face.	Lot couverture	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur depuis la couverture	Mise en place d'une protection bas de pente (échafaudage de pied ou console) : Mettre des filets de protection contre le risque de chute d'objet.	Lot couverture	Toutes les entreprises.

APPLICATION DE LA COURBE DE CHUTE :

les dimensions et position de la protection collective seront déterminées à l'aide de la courbe de chute appliquée à toutes les situations



4.2.8 ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Renversement par des tiers.	Mise en place au début des travaux et entretien jusqu'à la réception de clôtures en périphérie de la zone de chantier. Contrôle et remise en état hebdomadaire jusqu'à la fin du chantier. En cas d'intervention à proximité d'une voie, prévoir les protections lourdes type GBA et panneaux de signalisation routière.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Risque de chute.	Interdiction de travailler sur nacelle et échafaudage en cas de vent, de neige ou de pluie.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Risque de chute.	En cas de verglas, de gelée ou de neige , des mesures sont prises pour prévenir toute glissade sur les passerelles .	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Risque d'incendie.	Isolement CF 1h de la zone de chantier par rapport au lieu en exploitation jusqu'à la réception.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Risque sur réseaux actifs (pour toute réhabilitation ou intervention en site occupée).	Avant tous travaux, neutralisation par les lots techniques des réseaux. En cas d'impossibilité (technique ou dû à l'exploitation du site), ceux-ci seront identifiés sur le chantier jusqu'à la réception. Afin d'éviter le rétablissement inopiné de la tension pendant la durée des travaux, prévoir la condamnation, en position d'ouverture, des appareils de coupure ou de sectionnement correspondants	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Risque d'incendie.	Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol + + inspection mensuelle + maintenance annuelle minimum) d'extincteur dans le bureau de chantier pendant toute la phase chantier.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Risque flocage/projection.	Balisage de la zone de travail, ventilation des locaux et interdiction d'accès aux autres intervenants pendant les projections	Toute entreprise réalisation un flocage/projection.	Toutes les entreprises.
Risque de chute d'éléments lors de la pose d'ouvrages	Interdire l'accès à la zone de pose et assurer la stabilité des ouvrages en phase provisoire.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Stabilité / Chute de hauteur.	Mise en commun de l'échafaudage pour le lot désamiantage jusqu'à la fin de ses travaux, après convention de mise à disposition et affichage du PV de réception. Contrôles obligatoires, à charge de l'installateur, lors de la première utilisation, en cas de modification ou interruption d'au moins 1 mois de l'échafaudage : examen d'adéquation, examen de montage et d'installation, examen de l'état de conservation de l'échafaudage. Vérification journalière de l'échafaudage à charge de chaque utilisateur. Vérification trimestrielle (examen de l'état de conservation de l'échafaudage) à charge de l'installateur. Mise en place de tunnel de protection au droit des pénétrations du bâtiment.	Lot couverture	Toutes les entreprises.
Coupure-Choc-Heurt Emission de poussières	Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. Privilégier le captage à la source	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque auditif Asphyxie	En cas d'utilisation d'un matériel type compresseur ou équivalent, celui-ci devra être positionné à l'extérieur du bâtiment ou dans la zone d'intervention (pas dans les parties communes). Attention aux moteurs thermiques (nacelle, machine à projeter, etc.) : utilisation intérieure	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.

	proscrite.		
Risque d'incendie.	Tenir à proximité de tous travaux générant étincelle ou point chaud un extincteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Feu couvant	Arrêt du poste de travail 1 heure avant le départ du chantier et vérification des zones travaillées.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque de projection - généralité.	Balisage des zones d'intervention.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque levage.	Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque de chute de matériel / matériaux.	Balisage en pied pour tous travaux en hauteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque plomb.	Diagnostic plomb avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés.	Maître d'ouvrage	Toutes les entreprises.
Risque d'exposition au plomb pendant les travaux.	L'entreprise effectuera, <u>avant le démarrage des travaux</u> , un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol . Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. Intervention de personnel formé. Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.	Toutes les entreprises.
Risque d'exposition au plomb après les travaux.	Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. L'entreprise effectuera, <u>avant restitution</u> des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.	Toutes les entreprises.
Risque amiante.	Diagnostic amiante avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés.	Maître d'ouvrage	Toutes les entreprises.
Risque amiante – sous-section 3.	Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition : intervention d'une entreprise certifiée sous-section 3, avec envoi du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage aux organismes de prévention un mois avant le début des travaux.	Lot désamiantage.	Toutes les entreprises.
Risque amiante – sous-section 4.	Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante : intervention d'une entreprise ayant du personnel formé sous-section 4, avec réalisation d'un mode opératoire, envoyé aux organismes de prévention avant le début des travaux.	Toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.	Toutes les entreprises.

Risque d'exposition à l'amiante (sous-sections 3 et 4)	Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. Interdire l'accès à la zone de désamiantage / travaux.	Lot désamiantage et toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.	Toutes les entreprises.
Risque d'exposition à l'amiante sous-section 3 pendant les travaux.	Afin de s'assurer de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents, l'entreprise vérifie le respect de la valeur fixée à l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique (inférieur ou égal à cinq fibres par litre) par des mesures d'empoussièrlement environnementales (cf. stratégie d'échantillonnage) à transmettre au CSPS à l'avancement des travaux.	Lot désamiantage.	Toutes les entreprises.
Risque d'exposition à l'amiante après travaux sous-section 4 et avant travaux de réhabilitation	Avant toute restitution de la zone , l'entreprise procède à un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, le nettoyage approfondi de la zone et à une mesure du niveau d'empoussièrlement, à transmettre au CSPS.	Toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.	Toutes les entreprises.
Risque d'exposition à l'amiante sous-section 3 après travaux de retrait et d'encapsulage et avant démantèlement du confinement. (mesure de restitution 1 ou libératoire , cf. <i>QR_métrologie_DGT_version-2_2015-Travailler-mieux_v2</i>)	Avant toute restitution de la zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, l'entreprise procède à un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, le nettoyage approfondi de la zone et à une mesure du niveau d'empoussièrlement, à transmettre au CSPS. En fin de travaux, l'entreprise établit un rapport de fin de travaux contenant notamment les plans de localisation de l'amiante mis à jour.	Lot désamiantage.	Toutes les entreprises.
Risque d'exposition à l'amiante après travaux de retrait et d'encapsulage après le départ de l'entreprise de désamiantage et avant travaux de réhabilitation. (mesure fin de chantier amiante , cf. <i>QR_métrologie_DGT_version-2_2015-Travailler-mieux_v2</i>)	Avant toute restitution de la zone le maître d'ouvrage procède à une mesure du niveau d'empoussièrlement dans l'air, à transmettre au CSPS. Cette mesure est indiquée à la ligne V du guide GA X 46-033.	Maître d'ouvrage	Toutes les entreprises.
Risque d'exposition à l'amiante après travaux de retrait ou d'encapsulage sur	<u>Mesure en fin d'opération (travaux de réhabilitation inclus) et avant réoccupation des locaux par les occupants :</u>	Propriétaire.	Toutes les entreprises.

matériaux de la liste A et en intérieur sur des matériaux de la liste B. (mesure de restitution 2, cf. QR_métrologie_DGT_version-2_2015-Travailler-mieux_v2)	A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante, le propriétaire fait procéder avant toute restitution des locaux traités , à un examen visuel de l'état des surfaces traitées et fait également procéder, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement , à transmettre au CSPS . Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.		
---	---	--	--

4.2.9 ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Risque sur réseaux actifs.	Les travaux ne peuvent s'accomplir qu'après la mise hors tension de l'installation électrique, à moins que l'exploitant ait fait connaître par écrit qu'il ne peut, pour une raison qu'il juge impérative, procéder à la mise hors tension. En cas de désaccord , soit sur la possibilité de mettre l'installation hors tension, soit, dans le cas où la mise hors tension est reconnue impossible, sur les mesures à prendre pour assurer la protection des travailleurs, les contestations sont portées par le maître d'ouvrage / l'employeur devant l'inspecteur du travail , qui tranche le litige, en accord, s'il y a lieu, avec le service chargé du contrôle de la distribution d'énergie électrique en cause.	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises
Risque de heurt du personnel de chantier par l'activité du site en exploitation.	Balisage des accès et de la zone en travaux jusqu'à la réception. Séparation des flux intervenants chantier / utilisateurs.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

4.2.10 ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Salubrité du chantier	Avant le début des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception de l'alimentation eau froide depuis le réseau concessionnaire, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à la gaine technique plomberie de chaque bâtiment.	Lot couverture	Toutes les entreprises.
Risque électrique et salubrité du chantier.	Avant le début des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception de l'alimentation électrique générale de chantier depuis le réseau concessionnaire, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier, les engins de levages et jusqu'à la gaine technique électrique de chaque bâtiment. L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot couverture	Toutes les entreprises.
Salubrité du chantier.	Avant le début des travaux, branchements provisoires d'égout depuis le réseau concessionnaire jusqu'aux constructions à réaliser et aux installations communes de chantier, en tenant	Lot couverture	Toutes les entreprises.

	compte des aménagements d'hygiène nécessaires.		
Risque sanitaire.	<p>Mise en œuvre de l'installation de chantier (après réalisation des branchements EU/EV – EF – ELECTRICITE) jusqu'à la réception (y compris réalisation des abords).</p> <p>Sanitaires, éclairés, climatisés, chauffés et aérés, nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour, comprenant :</p> <p>1 Cabinet pour 20 personnes 1 Urinoir pour 10 personnes 1 lavabo pour 10 personnes 1 douche pour 8 personnes (en cas de travaux salissants ou insalubres)</p> <p>Vestiaires éclairés, climatisés, chauffés et aérés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté :</p> <p>1.25 m² et 1 armoire à deux compartiments distincts (vêtements de travail, vêtements de ville) par salarié</p> <p>Local réfectoire éclairé, climatisé, chauffé et aéré tenu en parfait état de propreté :</p> <p>1.5 m² par salarié</p> <p>Equipement pour déjeuner sur place :</p> <p>Tables et chaises en nombre suffisant</p> <p>Appareil de cuisson ou réchauffage (1 par bungalow réfectoire)</p> <p>Eau potable fraîche (fontaine réfrigérée) et eau chaude (pour chaque bungalow réfectoire) – 3Lminimum/jour/salarié</p> <p>Réfrigérateur (1 par bungalow réfectoire)</p> <p>Les installations tiendront compte de la présence (ou non) de personnel féminin.</p> <p>Selon l'évolution du chantier, des installations supplémentaires pourront être demandées afin de répondre à la réglementation.</p>	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.
Sanitaire, en cas d'intervention de plusieurs entreprises sur des ouvrages contenant du plomb.	<p>Installations à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie de l'établissement, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires.</p> <p>Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier.</p>	Lot desamiantage-déplombage	Toutes les entreprises.

Hygiène et Cantonnement : Exigences réglementaires

Installation d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Moyen à mettre en œuvre	Particularités
		< 4 mois	> 4 mois		
Exigences à mettre en œuvre				Check List des actions réalisées (cocher ce qui est fait)	
Local réfectoire (suite) R4228-22 à 24	Garde-manger ou réfrigérateur		X	<input type="checkbox"/> Réfrigérateur conseillé	
Eau potable	Pour la boisson	X	X	<input type="checkbox"/> Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur	
Sanitaires R4228-7 à 11	Lavabos	X	X	<input type="checkbox"/> lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	<input type="checkbox"/> Pour les très courts chantiers jumelés au sanitaire.
	Eau pour se laver		X	<input type="checkbox"/> Eau courante à température réglable	
		X		<input type="checkbox"/> Si l'eau courante est impossible, possibilité de raccorder sur un réservoir, avec quantité suffisante	
	Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)		X	<input type="checkbox"/> L'eau doit être à température réglable	<input type="checkbox"/> En cas d'éloignement de la base vie, prévoir des points complémentaires
		X		<input type="checkbox"/> Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) avec raccordement sur réseau (collectif ou fosse)	
	Douches		X	X	<input type="checkbox"/> Un cabinet chimique pour 10
				<input type="checkbox"/> 1 pour 8, pour les travaux insalubres et salissants* (plomb, amiante...)	

*Arrêté du 3 octobre 1985 fixant les conditions dans lesquelles des douches doivent être mises à la disposition du personnel effectuant des travaux insalubres ou salissants; Version consolidée au 01 juillet 1990.

Documents de référence: Code du travail, "Aide mémoire juridique" INRS Tj 11, "socle commun de prévention", "cantonnements de chantier" CRAMIF NT N° 27, "installation d'accueil des salariés sur chantiers" OPPBTP Réf H3 MO2 99.

Hygiène et Cantonnement : Exigences réglementaires

Installation d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Moyen à mettre en œuvre	Particularités
		< 4 mois	> 4 mois		
Exigences à mettre en œuvre				Check List des actions (cocher ce qui est fait)	
Tous locaux (base vie ou installation dans le bâtiment) Article L4221-1 et R4228-12		X	X	<input type="checkbox"/> Aérés, éclairés et chauffés <input type="checkbox"/> Tenus en état de propreté constant	
		X		<input type="checkbox"/> Si les locaux fixes ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier, spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins. <input type="checkbox"/> Pour un chantier de travaux souterrains, le local vestiaire doit se trouver au jour <input type="checkbox"/> Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution, il n'est accepté que s'il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté.	
Local vestiaire R4228-6	Armoires vestiaires	X	X	<input type="checkbox"/> 1 vestiaire par personne	<input type="checkbox"/> 2 compartiments pour les travaux insalubres et salissants* (plomb, amiante...).
		X		<input type="checkbox"/> Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant	
	Sièges	X	X	<input type="checkbox"/> en nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	
Local réfectoire (sauf en cas de prise en charge du repas par l'employeur exemple prime de panier) R4228-22 à 24	Tables et chaises	X	X	<input type="checkbox"/> en nombre suffisant	
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	X	X	<input type="checkbox"/> Chauffe-gamelle (ou tout autre matériel permettant de garder au chaud ou de réchauffer)	
	Eau		X	<input type="checkbox"/> Un robinet pour 10 usagers conseillé	

4.2.11 ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Appel des secours.	Mise en place et entretien jusqu'à la réception d'une ligne téléphonique limitée aux appels de secours dans le réfectoire / poste de contrôle / local vestiaire, avec affichage de l'adresse et du numéro téléphonique du service d'urgence auquel s'adresser en cas d'accident.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Appel des secours.	Portable pour tout chef d'équipe d'entreprise devant intervenir sur le site).	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Organisation des secours.	Prévoir un SST par équipe	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises.
Matériel de secours.	Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Organisation des secours.	Mise à disposition jusqu'à la fin de chantier d'une trousse de secours complète et adaptée à la nature des risques du chantier (à compléter pendant tout le chantier) dans le local vestiaire.	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.

Consignes

Les consignes à mettre en œuvre sont :

- Localiser et isoler le blessé
- Appel des secours « Centre 15 » ou « Pompiers 18 » en précisant autant que faire se peut, la nature du traumatisme visible et la localisation de l'accident
- Accompagnement depuis le parking extérieur du véhicule et des personnels de secours au blessé, en s'assurant que toutes les circulations verticales et horizontales soient bien dégagées

Déclaration d'accident

Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, **préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures)** et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.

4.2.12 Mesures d'évacuation

L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire :

Par ambulance en empruntant la voie d'accès au préalable dégagée.

4.2.13 Services d'urgence

Désignation	Téléphone
SAMU	15
Gendarmerie	17
Pompiers	18 / 112 (portable)
Pharmacie de proximité	

4.2.14 ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Incompréhension des consignes de sécurité.	Chaque entreprise devra assurer la présence d'au minimum une personne maîtrisant la langue française sur le chantier, jusqu'à la réception.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.
Intervention d'entreprise non autorisée.	Chaque entreprise devant intervenir sur le chantier doit prendre rendez-vous avec le CSPS pour réaliser son inspection commune au minimum 15 jours avant son intervention. Chaque entreprise devra tenir informé le CSPS en cas d'intervention de sous-traitant (lui transmettre son PPSPS), et respecter les dispositions décrites ci-avant. Chaque entreprise devra appliquer le PGCSPS et rédiger un PPSPS avant son intervention.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.

Sous-traitants – Prestataires

En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de la loi 93-1418, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera celui agréé par le maître d'ouvrage au titre de la loi 75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS par celui-ci. Tout prestataire de l'entreprise titulaire exécutant des travaux générant un risque majeur en co-activité sera présenté au CspS par l'entreprise titulaire pour réaliser une inspection commune et devra remettre un PPSPS. Les autres prestataires de l'entreprise titulaire agiront sous sa responsabilité. L'entreprise titulaire devra leur transmettre le PGC ainsi que les consignes transmises lors de l'I.C. L'entreprise titulaire procède à une analyse de risque des tâches du prestataire dans son PPSPS si nécessaire. Les prestataires du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre agiront sous leurs responsabilités.

Personnes autorisées :

Les personnes autorisées au sens de la mission de coordination SPS à accéder au chantier, sont :

Les personnels des entreprises titulaires ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les personnels des entreprises sous-traitantes agréées par le MO ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les prestataires définis à l'article 3.1.6

4.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par le lot Gros œuvre au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

Le Plan réalisé par l'entreprise, sera décomposé au minimum, suivant les phases distinctes suivantes :

- * Phase de terrassements
- * Phase de gros-œuvre
- * Phase d'aménagement intérieur
- * Phase d'aménagements extérieurs

Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :

- * Installations générales de chantier (base-vie, etc.).
- * Position des clôtures de chantier
- * Position du portail d'accès
- * Position de la signalisation de chantier
- * Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier
- * Emplacement des aires de stockage
- * Position de l'armoire principale de l'installation électrique
- * Positions des armoires secondaires
- * Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets
- * Toute indication que l'entreprise jugera nécessaire pour la parfaite compréhension de son organisation de chantier
- * Toute indication supplémentaire demandée par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS jusqu'à la réception.

4.4 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE

Nom du CSPS : CHLOE GOMANNE

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier	Rue de Rambouillet à Cambrai	Coordonnées de la personne à contacter		
Contraintes horaires de livraisons	A voir le jour de l'ICP	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)	Accès Voies de circulation Installations sanitaires Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie) Zones de stockage Dimensions des aires de stockage Charges admissibles Nature du terrain Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)	Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Partie à renseigner par l'entreprise			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utiles			